À Barbazan, un résident de 88 ans le poing levé !

SERVICES PUBLICS **Dans le cadre d'un mouvement national le 29 novembre, des manifestations se sont tenues devant diverses institutions commingeoises. À Barbazan, l'avenir de la maison de retraite du général Paul Oddo, a cristallisé les inquiétudes.**

Des manifestants réunis autour de François, le poing levé.

En trente ans de métier, André Ferrère, représentant du personnel à l'Ehpad Paul Oddo, ne se souvient pas d'un tel mouvement de grève… «Nous avons déjà manifesté, mais c'était toujours dans le cadre de mouvements nationaux. Aujourd'hui, il s'agit bien d'alerter la population sur l'avenir de la maison de retraite de Barbazan. » L'établissement public, géré par l'Office national des anciens combattants (ONAC), accueille actuellement 80 résidents, épaulés par 54 salariés.

Il fait partie des huit sites de ce type en France, gérés par l'ONAC, qui dépend directement du ministère de la Défense. Mais la pérennité du site est actuellement remise en question : « La Cour des comptes a jugé que l'Onac devait se séparer de ses maisons de retraite, mais aussi de ses dix écoles de reconversion. » Si un repreneur public a été retrouvé pour les écoles et des contacts établis pour certaines maisons de retraite, il n'en est rien à Barbazan. « Si aucun repreneur public n'est trouvé avant la fin décembre 2017, c'est la fermeture du site, avec des conséquences nombreuses, à la fois pour les résidents et les salariés, poursuit André Ferrère. Ce qu'on aimerait connaître, ce sont les raisons éventuelles qui peuvent freiner les repreneurs. Pour le moment, il règne une grande opacité autour de ce sujet. On aimerait vraiment être plus informés et échanger avec l'Agence régionale de santé (ARS). »

Pour celui qui est également vice-président du conseil de la vie sociale, le constat est amer : « Cela fait 25 ans que je me bats pour les mêmes raisons. Je vois bien que petit à petit, les moyens baissent et les résidents deviennent de plus en plus dépendants. »

«Je les soutiens»

Les familles ont été averties il y a quelques jours de la complexe situation. Devant la structure, François, résident de 88 ans, n'a pas hésité à braver le froid pour venir soutenir les manifestants. « Quand j'ai vu les panneaux CGT dehors, ça m'a fait chaud au cœur et je suis tout de suite descendu ! Le personnel qui s'occupe de moi est vraiment super, et je voulais le soutenir.» Pour la photo, les réflexes d'ancien syndicaliste reviennen et c'est le poing levé qu'il pose. À ses côtés, Bernard Ducasse, représentant le syndicat CGT, insiste su le fait que « le cas de la maison d retraite de Barbazan n'est pas isolé En Comminges, on remarque un désertification des services, comm dans les milieux ruraux en géné ral. La situation actuelle des per ceptions en est le reflet.» ***C. Le Gof***

POUR LE TRAIN DE NUIT ET LA LIGNE MONTRÉJEAU-LUCHON

En gare de Luchon, une quinzaine de manifestants.

Trois manifestations quasi-simultanées, samedi 26 novembre e gare de Luchon, puis de Gourdan-Polignan et de St-Gaudens. O a compté une quinzaine de manifestants, souvent de simples usa gers. « C'est une action nationale en faveur du rétablissement de trains de nuit, explique l'un des militants de l'association Cdric. E même temps, on milite pour que soit retenu le scénario 1, c'est-à dire la rénovation et l'électrification de la ligne Montréjeau-Luchor Sans ces trains, c'est tout le Luchonnais, son économie qui en souf fre». La pétition a déjà recueilli 2600 signatures sur Internet. Et cel fait deux ans jours pour jour que la ligne est suspendue. L'associa tion Cdric, ancienne coordination pour Des Travaux et vite, va teni son assemblée générale le 9 décembre à Marignac à 18h.